

EN MARGE DE L'AFFAIRE SERVIN-CASANOVA

CRISE CHEZ LES ÉTUDIANTS COMMUNISTES

La crise ininterrompue de la bureaucratie stalinienne en général, et celle du P.C.F. en particulier, suit une logique implacable : les inquisiteurs d'un jour se retrouvent hérétiques le lendemain. Ainsi André Marty, homme à tout faire pendant la Révolution Espagnole, est-il 15 ans plus tard exécuté par Auguste Lecœur et Marcel Servin, lesquels, quelques années après, vont à leur tour en Enfer, le premier comme rénégat chez Guy Mollet, et le second comme « déviationniste opportuniste ». De même, à l'Union des Étudiants Communistes de France (U.E.C.F.), l'équipe de Philippe Robrieux qui opéra la liquidation des oppositionnels étudiants de 1956, est devenue suspecte à la direction du parti.

Divers étudiants communistes, et non des moindres parfois, émettent maintenant, presque ouvertement, des jugements « audacieux » sur les crimes de Staline, la nécessité d'un « XX Congrès du P.C.F. », les insuffisances dans la lutte contre la guerre avec l'Algérie.

C'est un démenti de plus pour ceux qui considéraient le milieu P.C.F., et plus particulièrement U.E.C., comme statique et irréductiblement gangrené dans sa totalité par l'opportuniste bureaucratique.

L'U.E.C., dont il faut noter la progression numérique constante depuis sa création en 1956 (quelques dizaines de militants en 1956, une organisation squelettique en province, et aujourd'hui 3.000 militants dont 1.500 à Paris et autant en province), l'U.E.C. donc, a été soumise à une poussée très forte de la part de la masse étudiante. Cette combativité de larges couches d'étudiants s'est traduite notamment sur le plan de la lutte contre la guerre d'Algérie, par des initiatives progressives de l'U.N.E.F. — Union Nationale des Étudiants de France — liens renoués avec l'Union Générale des Étudiants Musulmans d'Algérie — U.G.E.M.A. — interdite en France, par la sympathie et le soutien donné par de nombreux étudiants au Mouvement « Jeune Résistance pour le Socialisme », par la puissante manifestation du 27 octobre 1960 à la Mutualité (à l'occasion de laquelle des dizaines d'étudiants communistes parisiens refusèrent d'accepter l'interdiction prononcée par la direction thorzéenne) et celle du 24 avril 1961 où 6.000 étudiants défilèrent du Luxembourg à la République (Bourse du Travail C.G.T.) aux cris de « Milice Populaire ! », « Armez les ouvriers ! », « Front Populaire ».

Ecartelés entre l'immobilisme thorzéen et la combativité étudiante, les cadres de l'U.E.C. ont finalement capitulé devant la poussée de la masse. Et il est significatif que les cadres de l'U.E.C. les plus suspects à la direction thorzéenne sont précisément ceux qui ont en même temps des responsabilités syndicales à l'U.N.E.F.

L'U.E.C. permit même à Gaudez, alors président de l'U.N.E.F., de critiquer dans les colonnes de « Clarté » (organe de l'U.E.C.) le refus des communistes de participer à la manifestation du 27 octobre 1960.

Simultanément, les dirigeants de l'U.E.C. faisaient activement participer leurs militants à plusieurs manifestations étudiantes de rue (avec la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France — F.E.A.N.F. —, à l'Etoile, contre l'assassinat de P. Lumumba, dans le cadre du « Comité anticolonialiste étudiant », contre la guerre avec l'Algérie, par des manifestations surprise réunissant plusieurs milliers d'étudiants rue de Rivoli et Porte d'Orléans).

L'équipe de Philippe Robrieux avait travaillé depuis plusieurs années avec Casanova, et elle fut évidemment touchée

par la mise en accusation de Casanova. Mais, en réalité, il n'y a rien de commun entre l'opportuniste capitulard de Casanova et le dynamisme gauchisant des cadres de l'U.E.C.

Certes, il ne faut pas surestimer les contradictions qui ont surgi. Certes, les étudiants communistes, comme la plupart des intellectuels communistes, sont coupés de la base ouvrière, qui n'est pas prête à les comprendre. Il est également évident que l'opposition de l'U.E.C. s'est avant tout développée à partir de la question algérienne et de certains procédés, particulièrement autocratiques de la clique thorzéenne, et non sur les perspectives fondamentales de « démocratie renouée » et de « coexistence pacifique », entre autres choses. On peut ainsi caractériser actuellement les opposants de l'U.E.C. comme des « krouchtchéviens ». Mais la crise ne fait que commencer. Nul ne peut empêcher son approfondissement. Et déjà, toute une aile gauche, encore en gestation, à l'U.E.C. ainsi qu'aux Jeunesses Communistes (la combativité remarquable des lycéens parisiens mériterait une étude spéciale), est très proche du marxisme révolutionnaire le plus conséquent, c'est-à-dire du communisme trotskyste et de son organisation : la Quatrième Internationale.

L. AUGER.

OU VA L'ALGERIE ?

(Suite de la page 5.)

Bien que l'Algérie, le Maroc et la Tunisie aient eu des développements historiques différents, il est évident que le problème d'un avenir commun est d'ores et déjà posé. Sous quelle forme se fera l'unité du Maghreb, ce sont les Maghrébins eux-mêmes qui la détermineront. Mais on peut dire avec certitude que cette unité ne se fera vraiment pas en dehors d'une transformation sociale qui donnera aux trois pays du Maghreb la même base sociale, celle de pays arrachés au maintien du capitalisme et œuvrant à la construction du socialisme. Aujourd'hui Bourguiba et Hassan parlent d'unité du Maghreb, mais ils entendent par là quelque chose d'assez vague destiné seulement à soutenir en Algérie les éléments algériens les plus retardataires et les possédants. Que l'Algérie indépendante lève l'étendard du socialisme, et on verra aussitôt au Maroc et en Tunisie la division se faire entre les masses de ces pays qui seront plus fortement attirées vers l'unification, et les possédants qui trouveront mille et une raisons pour dire qu'il est trop tôt, etc., et se conduire à la manière des dirigeants du Sénégal dans la question du Mali.

L'Algérie indépendante se trouvera placée devant de très nombreux problèmes difficiles laissés par l'occupation impérialiste et les ravages de sept années de guerre. Mais l'essentiel dépend de l'orientation suivie dès le début : si le capitalisme subsiste, alors tous les méfaits du colonialisme subsisteront également ; mais que les ouvriers et les paysans algériens s'emparent du pouvoir, qu'ils construisent un monde à eux, et ils feront des pas de géant et seront soutenus par les grandes masses maghrébines et plus généralement arabes qui suivront leur exemple.

P. FRANK.